

CHRONIQUES ALTERNATIVES INTERNATIONALES

Palestine, une trêve en trompe-l'œil

Rony Brauman

2008

Alternatives Internationales, n°41, décembre 2008.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Palestine, une trêve en trompe-l'œil

Rony Brauman

Si l'on en juge par les titres de presse, la trêve instaurée en juin entre Israël et les groupes armés palestiniens est respectée. Les roquettes tirées en novembre dernier sur Sdérot, en riposte à une attaque israélienne dans la bande de Gaza semblent une bourrasque (ayant fait six morts palestiniens) dans un paysage redevenu serein. Elles n'ont pas fait de victimes israéliennes. Selon un porte-parole de Tsahal, cette "opération ponctuelle" ciblant un trafic entre l'Egypte et le territoire palestinien ne constituait pas une violation de la trêve. Au moment où Barak Obama prend ses fonctions de président des Etats-Unis et alors que les Israéliens s'apprêtent à choisir leur prochain premier ministre, le calme semble durablement installé. Peut-on imaginer, quinze ans après la signature des accords d'Oslo, qu'il annonce la reprise de négociations et une perspective de paix? Rien, malheureusement, n'est moins sûr, car pendant la trêve, la colonisation n'est pas suspendue, l'asphyxie économique demeure la règle et la situation matérielle des Palestiniens ne cesse de se détériorer

A Hébron, par exemple, selon une enquête du CICR, plus des deux tiers de la population vit sous le seuil d'extrême pauvreté (60 euros par mois), les soupes populaires se multiplient. Mais la "lutte contre le terrorisme" ne se relâche pas. L'armée israélienne est partie en guerre contre les associations caritatives liées au Hamas et, au-delà, à des commerces et magasins privés qui lui paraissent suspects. Des entrepôts de nourriture ont été vidés, des boulangeries et d'autres commerces ont été fermés, y compris des magasins de mode et des salons de coiffure. Dans le reste de la Cisjordanie, des colons attaquent régulièrement des paysans palestiniens : des petits groupes envahissent les oliveraies, caillaient ou tabassent, volent, et peuvent rentrer chez eux sans être inquiétés par les autorités militaires israéliennes.

Comme l'ont montré de récents incidents, ils s'attaquent aussi à l'armée israélienne lorsque, bien rarement, celle-ci tente de les freiner. Les violences verbales et physiques de ces fanatiques ont cette fois suscité une réaction indignée du gouvernement israélien qui s'est déclaré près, par la bouche d'Ehud Olmert, à "stopper le financement, direct ou indirect, des avant-postes illégaux". Ceux-là même que Sharon s'était engagé à démanteler en 2001 et dont on dénombre une centaine. Le premier ministre confirme au passage que l'Etat hébreu n'a jamais cessé, contrairement à ses obligations, de soutenir leur développement, ce que chacun pouvait au demeurant constater sur le terrain. Rappelons que le droit international interdit l'installation de populations civiles dans des territoires occupés. Les autres "implantations" ne sont donc pas plus légales que les "avant-postes illégaux" mais le nombre de leurs habitants (près de 450 000) a doublé depuis les accords d'Oslo de 1993.

Quand des bombes n'explorent pas dans des pizzerias ou gares routières israéliennes, quand Tsahal n'est pas à l'attaque quelque part, bref quand le Proche-Orient est en sourdine, la stratégie de harcèlement quotidien est à l'oeuvre. Ehud Barak, ministre de la défense, l'homme qui déplore n'avoir "pas de partenaire pour la paix", prétend ne pas être en mesure d'empêcher les attaques de colons contre les cueilleurs d'olive. Que se passe-t-il, en somme, quand il ne se passe (médiatiquement) rien ? Tout. Le grignotage des terres et l'épuisement des habitants de Palestine se poursuivent. Et l'on voit mal pourquoi le gouvernement qui sortira des urnes israéliennes en février prochain déciderait de changer de politique, alors qu'elle semble si bien réussir. Quand le terrorisme fait des ravages, il n'y a pas de négociation possible ; quand il n'y a pas d'attentats, elle perd toute nécessité. En pratique, Israël ne discute avec l'Autorité palestinienne que de sa propre sécurité.

À ce stade, seul un engagement volontariste des Etats-Unis et de l'Europe peut quelque peu redresser un rapport de forces si déséquilibré. L'arrivée au pouvoir de Barack Obama, que des dirigeants israéliens appellent déjà à la "fermeté" pour l'Iran, est la seule bonne nouvelle dans ce paysage pour le moins désolé.